



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/582
S/17420
27 août 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE

Quarantième session

Points 21, 72, 84, 132 et 133 de

l'ordre du jour provisoire*

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE :

MENACES CONTRE LA PAIX ET LA

SECURITE INTERNATIONALES ET

INITIATIVES DE PAIX

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA

DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT

DE LA SECURITE INTERNATIONALE

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION

ECONOMIQUE INTERNATIONALE

DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU

BON VOISINAGE ENTRE ETATS

REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS

ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE

Quarantième année

Lettre datée du 27 août 1985, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Panama auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué publié par les ministres des relations extérieures des pays du Groupe de Contadora et du Groupe de soutien constitué par les Gouvernements argentin, brésilien, péruvien et uruguayen, à l'issue de la réunion qui s'est tenue à Cartagena (Colombie), les 24 et 25 août 1985.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 21, 72, 84, 132 et 133 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) David SAMUDIO

* A/40/150.

ANNEXE

Communiqué des ministres des relations extérieures des pays du Groupe de Contadora et du Groupe de soutien composé de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et de l'Uruguay, publié à Cartagena le 25 août 1985

Les Ministres des relations extérieures de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela se sont réunis sur l'invitation du Président de la République de Colombie, M. Belisario Betancur, à Cartagena, les 24 et 25 août 1985, en compagnie des Ministres des relations extérieures de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et de l'Uruguay, dans le but d'examiner les modalités du soutien que les gouvernements de ces quatre derniers pays se proposent d'apporter aux démarches entreprises par le Groupe de Contadora en faveur de la paix en Amérique centrale. Cette décision découle de leur détermination de renforcer, par le biais de mesures concrètes, le concours qu'ils ont jusqu'ici prêté au Groupe de Contadora. La création par ces pays d'un mécanisme de soutien au Groupe de Contadora constitue à cet égard une nouvelle expression de la volonté politique et de la capacité des pays latino-américains de se concerter pour faire face dans leur propre perspective aux problèmes qui intéressent la région.

La réunion qui vient d'avoir lieu atteste la grave préoccupation des pays latino-américains devant la crise qui sévit en Amérique centrale; elle a permis de confirmer la décision de consolider, au moyen de mesures concrètes et grâce à une unité régionale solide, l'effort de négociation par la voie diplomatique entrepris par le Groupe de Contadora. L'Amérique centrale connaît à l'heure actuelle des problèmes fondamentaux qui nuisent à son développement démocratique, libre et indépendant. Faute d'une solution pacifique et négociée, ce conflit risque de compromettre la stabilité politique et sociale de l'ensemble de l'Amérique latine.

C'est pourquoi les ministres des relations extérieures ont souligné qu'il ne s'agissait pas de rechercher des solutions transitoires ni de permettre que des questions d'importance secondaire détournent l'attention des problèmes cruciaux que pose la crise en Amérique centrale. Il importe au contraire de trouver des solutions radicales et durables aux principaux conflits que connaît la région. Les ministres des relations extérieures ont affirmé que les efforts et les mesures de pacification devaient s'inscrire dans une perspective à long terme et respecter les objectifs de solidarité, d'indépendance et de justice auxquels les peuples d'Amérique latine ne cessent d'aspirer. Dans la recherche de ces solutions, le temps joue un rôle fondamental.

Dans ce contexte, l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay se sont constitués à Cartagena en groupe de soutien au Groupe de Contadora et se sont assigné les tâches suivantes :

Conduire l'échange systématique d'informations, afin d'enrichir l'analyse des problèmes centraméricains et d'identifier les mesures propres à contribuer à leur solution,

Procéder à des consultations, en vue de favoriser la coordination d'actions diplomatiques qui puissent promouvoir le processus de négociation de Contadora,

- Démarches diplomatiques visant à soutenir l'action du Groupe de Contadora :

auprès des gouvernements des Etats centraméricains,

auprès des gouvernements de pays qui ont des liens et des intérêts dans la région,

auprès d'autres gouvernements attachés au règlement pacifique du différend régional,

auprès des organismes internationaux, en particulier l'ONU et l'OEA.

Promouvoir la conclusion et la ratification dans les meilleurs délais de l'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale, en tant qu'instrument juridique consacrant les engagements politiques d'entente dans la région.

Veiller à l'application effective dudit accord de Contadora.

Les ministres :

a) Se sont accordés à estimer que la détérioration croissante de la situation régionale oblige à ratifier les arrangements contenus dans l'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale. De même, ils ont jugé qu'il fallait absolument promouvoir les autres mesures définies par le Groupe de Contadora dans sa réunion des 21 et 22 juillet dernier dans le dessein d'éviter un conflit généralisé qui toucherait gravement les Etats de la région et aurait des conséquences pour l'hémisphère tout entier.

b) Ils se sont déclarés convaincus qu'il n'était pas possible de résoudre les problèmes centraméricains par la force, mais au contraire par le dialogue et la négociation politique et diplomatique, comme l'a toujours préconisé le Groupe de Contadora. Il ne s'agit pas d'imposer sa volonté à un pays quelconque, mais bien plutôt de proposer des options réalistes offrant un cadre de sécurité raisonnable et permettant la conclusion d'accords justes, efficaces et durables.

c) Ils se sont accordés sur le fait qu'il est indispensable de désamorcer les conflits réels et potentiels les plus dangereux du moment. Ils ont reconnu que ceux-ci trouvent leurs germes dans l'inégalité économique et sociale et dans des structures qui limitent la libre expression et la participation populaire aux processus politiques qui synthétisent les aspirations essentielles de chaque société.

d) Ils ont souligné que la démarche du Groupe de Contadora n'a d'autre objectif que de promouvoir des compromis tant en matière politique que dans le domaine de la sécurité et de la coopération en vue du développement et d'éviter que le conflit régional s'inscrive dans le cadre de la confrontation Est-Ouest.

e) Ils se sont accordés sur l'importance et la nécessité de voir les pays qui ont des liens et des intérêts dans la région apporter une contribution authentique pour que soient surmontés les problèmes qui se présentent dans cette zone agitée de notre continent.

f) Ils ont examiné la tragique détérioration des économies des pays centraméricains au cours des dernières années, l'imputant à des facteurs particulièrement défavorables à ceux-ci, issus de la situation internationale et notablement aggravés par l'effervescence politique et sociale que connaît la région et

g) Ils se sont accordés sur le fait que la crise économique et la crise politique étaient interdépendantes, raison pour laquelle il fallait progresser simultanément sur la voie de la pacification et de la détente politique, d'une part, et sur celle de la relance économique d'autre part.

Les Ministres argentin, brésilien, péruvien et uruguayen ont réaffirmé leur conviction que la démarche négociatrice du Groupe de Contadora est l'unique voie praticable pour parvenir à la paix et restaurer l'harmonie et la coopération entre les Etats centraméricains.

Pour leur part, les Ministres colombien, mexicain, panaméen et vénézuélien ont souligné l'importance de cette nouvelle manifestation de solidarité latino-américaine que constitue la création du Groupe de soutien à Contadora par les gouvernements de quatre pays ardemment attachés à la vie démocratique de la région. Ils se sont déclarés particulièrement reconnaissants et satisfaits de cette contribution.

Les Ministres argentin, brésilien, mexicain, panaméen, péruvien, uruguayen et vénézuélien ont remercié M. Belisario Betancur, président de la République de Colombie, de son message riche d'enseignements et de la contribution personnelle qu'il a apportée en ouvrant la réunion. De même, ils ont remercié le Gouvernement colombien de l'hospitalité qui leur a été réservée pendant leur séjour dans cette ville chargée d'histoire qu'est Cartagena, y voyant une des raisons de l'heureux déroulement de la réunion.

